

Une journée capitale pour l'avenir de l'entreprise

Les Job sont repassés, hier après-midi, par la Capitole. Mais en faisant beaucoup moins de bruit que vendredi. Ils n'ont d'ailleurs pas cherché à pénétrer dans la mairie dont les accès sont depuis bien gardés. Ils n'étaient pas là pour ça.

C'est sur la croix du Languedoc qu'ils se sont installés pour une « opération séduction ».

« Nous voulons rassurer les Toulousains », expliquait Yves Gallardo, le secrétaire du comité d'entreprise. Les kilos de papier déversés, dimanche, dans la Garonne avaient ému quelques écologistes dans l'âme.

Les salariés de Job-Parilux ont donc expliqué que leur production était non polluante car sans chlore.

Ils en ont surtout profité pour faire mieux connaître leur produit. Ce qui n'était pas inutile.

« Beaucoup de gens croient encore qu'on fait du papier à ci-

garete. C'est une image qui nous colle à la peau et qui est presque gênante », constatait Yves Gallardo.

Distribution

Les passants ont pu toucher ce papier couché classique qui fait la réputation de l'usine des Sept-Deniers. Sur la place du Capitole, les salariés en ont distribué 1 tonne à 1 tonne et demie sous la forme de feuilles grand format.

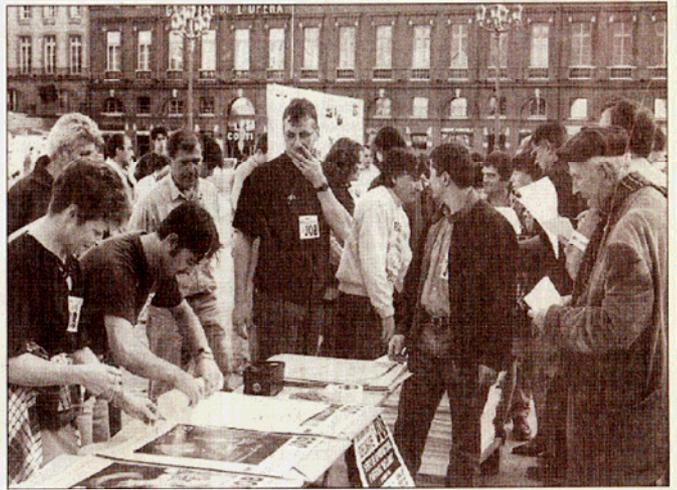
Une distribution très appréciée des Toulousains qui se sont précipités pour en récupérer quelques échantillons. Au point que les Job s'en sont trouvés confortés dans leur idée d'organiser très prochainement une journée portes ouvertes.

Ce bain de foule leur a également donné le moral à la veille d'un rendez-vous capital. Comme le réclamait la Filpac-CGT, une réunion sur l'avenir de l'en-

treprise se tiendra, aujourd'hui à 14 heures, au conseil régional.

Autour de la table devrait se retrouver : l'administrateur, les syndicats (Filpac-CGT et Ugict), les deux adjoints au maire chargés du dossier, le président du tribunal de commerce, des représentants de Scheuffelen, l'industriel allemand qui a proposé une solution de reprise rejetée par les employés, de la préfecture et du ministère de l'industrie.

Les syndicats présenteront le projet industriel qu'ils ont élaboré pour démontrer que Job-Parilux peut vivre. La copie de la Filpac-CGT (qui sera soutenue par son secrétaire national, Pierre Nouzarède) et celle de l'Ugict se confortent. Les ouvriers d'un côté, l'encadrement de l'autre qui ont travaillé parallèlement, fondent beaucoup d'espoir sur cette table ronde.



Ph. B.

Sur la place du Capitole, hier, les Toulousains ont pu toucher le papier Job (Photo « La Dépêche », Michel France)

LA DEPECHE DU MIDI

La table ronde n'a rien donné

L'avenir de l'entreprise toulousaine ne s'est pas éclairci après la réunion d'hier au conseil régional. Scheuffelen, le papetier allemand, reste le seul candidat à la reprise.

« Déçus bien sûr, mais nous restons déterminés ». En une phrase Bernard Margras, délégué du personnel (Filpac-CGT), a résumé le sentiment des salariés de Job-Parilux à l'issue de la table ronde qui s'est réunie, hier après-midi, au conseil régional.

Durant environ 4 heures, les différents acteurs du dossier Job se sont enfin réunis pour discuter de l'avenir de l'entreprise des Sept-Deniers. Il y avait là les représentants de Scheuffelen, le papetier allemand, celui de la préfecture, les élus, etc. Ne manquait que Bolloré qui s'est débarrassé du bébé mais que ses anciens employés n'oublient pas.

Devant l'hôtel de région où ils avaient improvisé un barbecue à l'heure du déjeuner, les Job avaient planté quelques croix symbolisant les emplois qui risquent d'être sacrifiés mais dont ils ne font pas leur deuil. Un cimetière dédié à leur ancien patron.

Des sifflets pour Scheuffelen

Comme de coutume, ils avaient aussi répandu quelques chutes de papier en forme de gros serpentins. Ils avaient même bombardé un peu de pâte à papier sur la façade de l'hôtel de région.

Malgré l'importance de la réunion, l'ambiance était plutôt bon enfant. Il n'y eut que quelques sifflets à l'arrivée de la dé-

légation de Scheuffelen porteuse dans ses serviettes de la seule solution de reprise de l'usine des Sept-Deniers. Une solution qui condamnerait la moitié de l'activité (le façonnage) et donc de 150 des 300 emplois. Sans pourtant offrir de garantie à long terme.

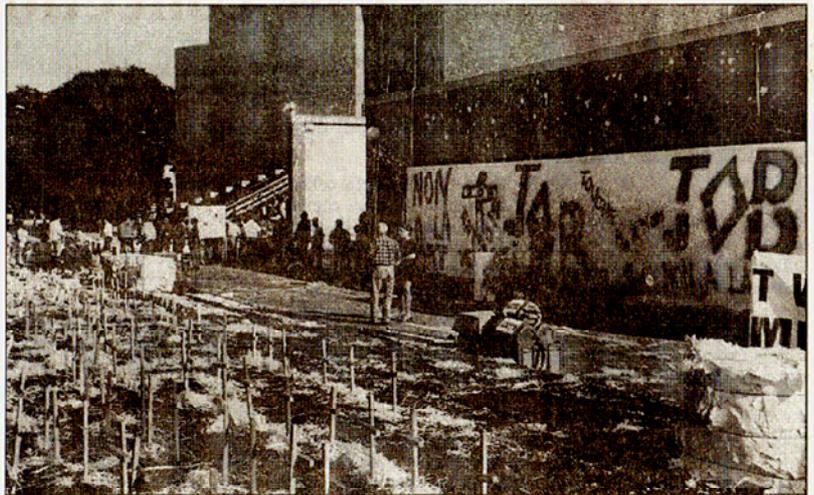
Les salariés de Job-Parilux, qui n'en veulent toujours pas, ont mis à profit cette réunion qu'ils réclamaient de longue date pour s'attacher à démontrer qu'il pouvait en exister une autre.

La Filpac-CGT qui avait reçu l'appui de son secrétaire général national, Michel Muller, et l'Ugict (le syndicat de l'encadrement) ont présenté leur projet commun élaboré avec la Secafi, un cabinet d'experts. Un projet chiffré qui souligne la nécessité d'un « investissement de productivité » de 50 MF pour pérenniser l'entreprise.

Nouveau rendez-vous ce matin

« 50 MF, ce n'est pas grand chose dans ce type d'entreprise », a fait remarquer Jean-Jacques Bordes de la Secafi. « Mais il faut aussi obtenir un concordat avec les fournisseurs ainsi qu'un fond de roulement pour réamorcer la pompe ». Soit quelques dizaines de millions supplémentaires.

« Notre diagnostic part du principe que l'entreprise possède une marge de progrès », a précisé l'expert qui n'a guère été écouté autour de la table.



Après y avoir fait quelques grillades, les salariés de Job ont passé toute l'après-midi devant l'hôtel de région. (Photo « La Dépêche », Michel France)

Le papetier allemand n'a pas modifié sa proposition. Il ne souhaite conserver à Toulouse que la production brute (les papiers en rouleaux) et s'approprier le service commercial. L'administrateur judiciaire a encore répété sa préférence pour cette issue laissant entendre que de toute façon « c'est ça ou la liquidation ».

La table ronde s'est donc achevée dans une atmosphère plutôt tendue. La porte n'est pas pour autant définitivement fermée. Pas encore.

Tout le monde doit se revoir ce matin, à 10 heures, à l'aéroport avant que les représentants de Scheuffelen ne reprennent l'avion. Un rendez-vous qui ressemble fort à celui de la dernière chance.

Philippe BERNARD

Une proposition de Michel Veysièrre (PC)

Au cours de la dernière session du conseil régional, vendredi, le communiste Michel Veysièrre a fait une proposition pour tenter de sauver Job.

Il en a précisé le sens dans une lettre adressée, hier, à Marc Censi, le président du conseil régional.

Michel Veysièrre suggère que la Région participe « par le biais de l'Irdi (Institut régional de développement industriel) et en partenariat avec d'autres, au capital de la société Job ».

« Si besoin, comme le conseil régional l'a fait pour la CDRA de Saint-Gaudens, garantir les emprunts susceptibles d'être contractés par l'entreprise pour permettre la relance de ses activités ».